

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Du 11 au 13 mars 2014

Consœurs et confrères,

En général, 2014 a commencé du bon pied.

La semaine dernière, j'étais à Saskatoon, en Saskatchewan, pour assister au premier congrès de division du SCFP de l'année. Nos consœurs et confrères de cette province sont aux prises avec un gouvernement bien décidé à manier le marteau législatif contre le pouvoir des syndicats, notamment en imposant sa loi sur les services essentiels qui affaiblit notre capacité à faire la grève et en privatisant le plus grand nombre de services possible. Nos membres sont déterminés à protéger tant les services que leurs droits.

Partout, les membres veulent assurer la reddition de comptes financière dans leur propre organisation. En janvier, j'ai eu le plaisir d'assister à « Dollars & Sense », une conférence destinée aux secrétaires-trésoriers et syndics des sections locales organisée par le SCFP-Ontario. Environ 250 dirigeants de sections locales ont participé à des ateliers pratiques axés sur les compétences, dont la consœur Candace Rennick vous parlera plus en détail tout à l'heure. Les sujets abordés ont suscité beaucoup d'intérêt, tout comme la discussion d'experts sur l'utilisation des cotisations des membres à des fins d'action politique. Les autres régions devraient s'inspirer de cette activité.

Avec le confrère Paul, j'ai aussi assisté à une réunion des affiliés nord-américains de l'ISP, où nous avons parlé de notre expérience commune et consolidé nos liens avec nos syndicats affiliés des États-Unis.

Solidarité était le mot du jour lorsque les membres du SCFP se sont joints à ceux d'Unifor à Kitchener, en Ontario, pour appuyer la campagne de recrutement des travailleurs de Toyota, le 16 février. Comme beaucoup de nos propres membres, ces travailleurs veulent un syndicat afin de défendre la santé et la sécurité au travail et empêcher leur employeur d'imposer des salaires et des avantages sociaux à deux vitesses, injustes pour les jeunes travailleurs.

Notre assemblée publique avec les présidents des sections locales de tout le Canada a été un autre fait saillant de la nouvelle année. Nous avons parlé des activités à venir, notamment du Conseil national des secteurs, et du budget de 2014.

À notre dernière réunion du Conseil, où nous avons étudié et approuvé le budget, les membres du Conseil ont eu un aperçu de nos états financiers de 2013.

Comme prévu, nous avons terminé l'année avec un déficit d'exploitation net de 1 million de dollars. Cela peut sembler insignifiant pour un budget de plus de 177 millions de dollars, mais bien qu'il ne s'agisse pas d'une situation d'urgence, nous devons tenir compte de deux chiffres en particulier.

Les revenus de capitation sont inférieurs au budget de 1,7 million de dollars, même si le revenu total n'est inférieur au budget que de 745 000 \$, grâce à des gains de placements plus élevés que prévu. Quant aux dépenses, elles étaient supérieures au budget de 3,2 millions de dollars, même si près des deux tiers de ces dépenses étaient financées à partir de fonds préalablement affectés.

Il n'est pas inhabituel de devoir faire des dépenses imprévues et non budgétées au cours d'une année. En 2013, par exemple, nous avons entrepris le projet *Un monde plus juste*, tant au SCFP qu'avec le Congrès du travail du Canada. Mais la croissance plus faible de nos revenus réduit notre coussin en cas d'imprévu.

Lorsque nous avons préparé le budget de 2014, nous avons examiné tous les postes budgétaires pour évaluer la surutilisation et la sous-utilisation des fonds au cours des dernières années. Des ajustements ont été effectués pour mieux tenir compte des dépenses réelles. Nous devons maintenant contrôler notre conformité au budget à mesure que l'année avance.

Même si la majeure partie des dépenses de la Caisse générale sont consacrées aux opérations, certains postes budgétaires sont destinés à l'organisation de campagnes, à des activités électorales ou à des éléments de l'orientation stratégique. Dans tous les cas, les divisions provinciales sont invitées à soumettre des plans pour être admissibles au financement. Dans l'évaluation de ces plans, nous tenons compte de la participation et de la mobilisation des membres, conformément au document d'orientation stratégique, qui prévoit le renforcement et l'édification de notre mouvement.

La même chose vaut pour la Caisse nationale de défense, qui a aussi dépassé de beaucoup le budget au cours des deux dernières années pour financer les campagnes à frais partagés. En 2014, nous avons l'obligation de respecter le budget de 2,6 millions de dollars, tout en veillant à ce qu'il y ait suffisamment d'argent toute l'année pour les campagnes entreprises par les sections locales et les divisions.

L'utilité et l'importance de ces campagnes ne font aucun doute. Les attaques politiques contre nos régimes de retraite et notre droit à la libre négociation collective, les difficiles négociations dans un contexte d'austérité et la course mondiale au nivellement vers le bas nous frappent tous, d'un bout à l'autre du pays. Ces défis ont été soulignés dans nos réunions avec le personnel partout au pays en janvier et en février.

Nous avons aussi entendu dire que, petit à petit, le projet *Un monde plus juste* prend racine. La formation des dirigeants a eu lieu dans la plupart des régions du pays et beaucoup en sont maintenant à la formation des communicateurs. Et, à mesure que nous recevons des demandes de financement de campagnes à frais partagés, nous constatons que de plus en plus de sections locales intègrent les pratiques du projet

Un monde plus juste à leurs plans de campagnes, centrées sur la motivation et la mobilisation des membres.

Ce sont toutes d'importantes activités qui nous incitent à faire preuve de prudence dans la gestion de nos finances.

ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Des états financiers préliminaires non vérifiés ont été préparés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Il est à noter que ces états financiers représentent les résultats préliminaires pour l'exercice et qu'ils changeront d'ici la fin de la vérification, en avril. Toutefois, nous ne pensons pas que la situation financière globale changera beaucoup.

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2013 se situait à 182,0 millions de dollars, comparativement à 177,5 millions de dollars au 30 septembre 2013 et à 170,2 millions de dollars au 31 décembre 2012.

Le solde bancaire au 31 décembre 2013 était de 10,3 millions de dollars comparative-ment à 15,5 millions de dollars au 30 septembre 2013 et à 9,5 millions de dollars au 31 décembre 2012. Le solde bancaire inclut 6,7 millions de dollars de liquidités pour le paiement des indemnités de retraite, la capitalisation du régime de retraite, le congrès de 2013, une réserve pour la gestion des propriétés et le Fonds pour les édifices régionaux. Le total des placements réservés à la capitalisation des futurs avantages sociaux était de 45,5 millions de dollars au 31 décembre 2013.

Les immobilisations ont augmenté de 2,0 millions de dollars au cours du trimestre. Les travaux de remplacement de l'enveloppe de l'édifice du bureau régional de l'Ontario sont presque terminés et 4,1 millions de dollars ont été consacrés au projet jusqu'à maintenant. Il reste les retenues de garantie à payer, mais le budget du projet devrait être respecté. L'aménagement du nouveau bureau de North Bay a été complété au cours du quatrième trimestre de 2013, à un coût total de 798 000 \$. Le propriétaire devait nous verser une allocation de 40 000 \$ d'incitatif à la location le 31 décembre, ce qu'il a fait en janvier.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 127,4 millions de dollars au 31 décembre 2013, une hausse de 2,1 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Une bonne partie de cette hausse est due à l'accumulation de diverses dépenses relatives à la fin d'année ainsi qu'à l'effet du financement de la nouvelle hypothèque pour l'agrandissement de l'édifice du bureau national. Ces dépenses sont compensées par une diminution de la provision pour le congrès de 2013, puisque la plupart des factures reliées à cette activité sont maintenant acquittées.

La provision pour les charges à payer au titre des futurs avantages sociaux s'élevait à 70,3 millions de dollars au 31 décembre 2013. Selon les états financiers vérifiés du

31 décembre 2012, le passif actuariel réel était de 239 millions de dollars, ce qui laisse toujours un écart important de 169 millions de dollars non inscrits dans nos états financiers. Des calculs seront effectués sous peu pour déterminer le vrai passif au 31 décembre 2013 et nous pourrons évaluer le montant exact de l'écart à la fin de 2013. Les prévisions présentées à la dernière réunion du Conseil exécutif national indiquent que l'argent que nous continuons à consacrer à ce passif, conformément à notre feuille de route, nous permet de faire des progrès lents mais constants vers la comptabilisation intégrale de ce passif à notre bilan.

Le solde de la Caisse au 31 décembre 2013 se situait à 54,6 millions de dollars, dont 3,2 millions de dollars sont réservés à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales (1 million de dollars), au Fonds de riposte (428 000 \$) et au Fonds pour les édifices régionaux (1,75 million de dollars). Du solde de la Caisse, nous avons investi 52,0 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un déficit sans restriction de 578 074 \$. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le déficit d'exploitation, avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et avant de prendre en compte les gains non matérialisés sur les placements, est de 3 millions de dollars. Le revenu de capitation est inférieur au budget de 1,7 million de dollars, même si le revenu total n'est inférieur au budget que de 745 000 \$, grâce à des gains de placements plus élevés que prévu. Les dépenses pour le cumul de l'exercice sont supérieures au budget de 3,2 millions de dollars. Les dépenses montrées incluent des coûts de 2 millions de dollars financés à même le Fonds affecté.

Voici quelques-uns des éléments les plus significatifs pour expliquer les écarts :

1. Les dépenses totales consacrées à la campagne de riposte à la fin de 2013 ont été de 1,8 million de dollars, une somme qui a été entièrement puisée dans l'avoir affecté des exercices précédents. Le solde qui reste de ce budget est formé d'un report de 428 000 \$, en plus d'une somme de 1 million de dollars allouée pour l'exercice actuel.
2. Les projets *Un monde plus juste* du CTC et du SCFP, tous deux non prévus dans le budget de cette année, sont présentement à 994 831 \$ et à 153 000 \$ respectivement, pour un total dépensé d'un peu moins de 1,2 million de dollars.
3. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique et à la lutte à la privatisation étaient inférieures au budget de 426 000 \$ à la fin de l'année. Toutefois, les factures associées à ce poste budgétaire sont encore en traitement.
4. Les dépenses de bureau ont été inférieures au budget de 360 000 \$ pour l'exercice.
5. Les dépenses électorales sont demeurées inférieures au budget de 110 000 \$, pour le cumul de l'exercice, étant donné que certaines élections n'ont pas eu lieu pendant l'année.

6. Les frais professionnels pour les RH ont dépassé le budget de 637 000 \$, en partie à cause des honoraires d'un expert-conseil pour le projet Avanti et des coûts de transition du transfert des connaissances du directeur des RH retraité.
7. Les avantages sociaux de santé des retraités ont été supérieures au budget de 592 000 \$. En 2013, il y a eu 42 nouveaux retraités et les données démographiques nous indiquent que ce niveau annuel de départs à la retraite devrait se maintenir. En plus de la population croissante des retraités, les coûts de santé continuent de grimper à des niveaux qui dépassent l'inflation générale, c'est-à-dire à un rythme moyen supérieur à 10,0 %.
8. Au développement syndical, les dépenses consacrées au perfectionnement du personnel ont été supérieures au budget de 61,4 % ou de 422 000 \$, surtout à cause d'un projet de formation en leadership pour la haute direction, ainsi qu'à un recours croissant aux services du barreau pour la formation continue de notre personnel des affaires juridiques. Ces deux items ont été analysés plus en détail dans le cadre du processus budgétaire de 2014.
9. Les frais professionnels en Saskatchewan ont été supérieurs au budget de 137 000 \$ étant donné les coûts associés à la lutte pour le régime de retraite de l'Université de Regina.

Caisse nationale de défense

Au 31 décembre 2013, l'actif de la Caisse nationale de défense s'élevait à 8,1 millions de dollars, comparativement à 7,7 millions de dollars au 30 septembre 2013. Le passif totalisait 6,4 millions de dollars, ce qui laisse un solde de 1,6 million de dollars. Le total des revenus pour l'année est de 8,9 millions de dollars, avec des dépenses de 9,3 millions de dollars, ce qui donne lieu à un déficit pour l'année de 381 000 \$. Nous avons également subi des pertes non matérialisées dans nos revenus de placement de 177 000 \$, ce qui nous laisse un déficit total pour l'exercice de 558 000 \$.

Pour l'année, le Conseil exécutif national a approuvé des campagnes à frais partagés totalisant 3,2 millions de dollars, ce qui est supérieur au budget annuel de 562 000 \$. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 2,5 millions de dollars, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 1,9 million de dollars. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie, elles se sont élevées à 1,6 million de dollars.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2013 s'élevait à 73,0 millions de dollars, comparativement à 70,4 millions de dollars au 30 septembre 2013. Cet actif était formé de 12,8 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en capitation à recevoir et comptes débiteurs, et de 58,3 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 159 000 \$. Ainsi, au 31 décembre 2013, le solde de la Caisse s'établissait à 72,9 millions de dollars, comparativement à 70,0 millions de dollars au 30 septembre 2013.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, s'élevaient à 15,1 millions de dollars pour l'exercice. Quant aux dépenses, elles totalisaient 2,5 millions de dollars, ce qui donne lieu à un surplus net pour l'exercice de 10,4 millions de dollars, avant de prendre en compte des pertes de placement non matérialisées de 2,3 millions de dollars.

PLACEMENTS

À sa réunion de septembre 2013, le Conseil exécutif national a approuvé une nouvelle stratégie de placements, que nous sommes à mettre en œuvre.

Nous avons retenu les services d'Eckler Consultants comme conseillers en placements indépendants et ils nous ont aidés à mettre au point un plan de transition détaillé, dont un examen du rendement de tous les courtiers en placements existants. Après cet examen, certains changements ont été apportés chez les gestionnaires de placements qui gèrent nos fonds. La plupart des changements ont été faits le 24 février.

Au 31 décembre 2013, le total des actifs de placements du SCFP pour les trois caisses s'élevait à 113 millions de dollars. Pour l'avenir, nous mettrons en place une structure de gouvernance plus robuste, dans le cadre de laquelle les dirigeants nationaux rencontreront chaque gestionnaire de placements une fois par année pour examiner en détail le rendement de chaque compte de placement. En outre, un rapport annuel sera préparé pour le Conseil afin de suivre le rendement de chaque caisse et d'attirer l'attention sur des problèmes potentiels. Nous nous attendons à ce que ce rapport soit présenté au Conseil à chaque mois de mars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Section locale 4616-02, canton de Bonfield, Ontario – 16 membres sont en grève depuis le 1^{er} août 2013. Les efforts déployés pour en arriver à une entente se sont butés à un maire obstiné, en particulier en ce qui a trait au congédiement de cinq grévistes.
Section locale 3890, conseil scolaire régional Chignecto Central – Après une journée de grève entreprise par les 420 membres le 27 janvier 2014, l'employeur a accepté de recourir à la médiation pour régler le seul enjeu en suspens : la clause de sous-traitance.

Section locale 389, North Shore Winter Club, Colombie-Britannique – 16 membres, lockoutés depuis le 3 mai 2013 par leur employeur déterminé à leur arracher des concessions, ont ratifié une nouvelle convention collective le 24 décembre 2013.

Section locale 1281, Association des étudiants en formation continue de Ryerson – Deux membres en lock-out depuis le 30 septembre 2013 ont ratifié une nouvelle convention

collective le 31 janvier 2014. L'employeur a maintenu son lock-out illégal jusqu'à la conclusion d'une autre convention, le 6 février 2014.

Section locale 4893, Ville de Kensington, Île-du-Prince-Édouard – Six membres lockoutés le 3 décembre 2013 ont obtenu un règlement le 13 décembre 2013.

RETARD DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en décembre 2013, les retards s'élevaient à 6 719 460 \$, une hausse de 560 832 \$, ou de 6,80 %, par rapport au trimestre terminé en septembre 2013. Le total des retards a diminué de 13,66 % par rapport à décembre 2012.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

En janvier, le comité de direction de la gestion et de la technologie de l'information (GITI) s'est réuni pour faire le point sur les projets en TI de 2013 et discuter de l'immense travail qui attend la Direction en 2014.

La nouvelle conception du site Web scfp.ca avance et devrait être achevée en mai 2014.

Le nouveau programme d'ordinateurs du SCFP, qui prévoit le remplacement des ordinateurs de bureau ou portables de plus de trois ans au premier trimestre de chaque année, est entré en vigueur.

Le projet d'installation de systèmes de vidéoconférence a commencé et devrait s'achever en avril 2014. Il permettra d'offrir la vidéoconférence aux bureaux du SCFP suivants : Calgary, Dartmouth, Edmonton, Fredericton, Regina, Saskatoon, St. John's, Winnipeg et Sudbury. Le bureau national du SCFP, les bureaux régionaux de la Colombie-Britannique et de l'Ontario et tous les bureaux du Québec sont déjà dotés de ces technologies.

La nouvelle politique de mobilité du SCFP pour les téléphones intelligents iPhones, Androids et Windows, ainsi que la stratégie « apportez votre équipement personnel de communication » (AVEC), sont presque prêtes à être mises en œuvre. Après avoir rencontré les syndicats du personnel à la fin de février, la TI du SCFP élabore un plan détaillé de mise en œuvre qui sera achevé vers la première moitié de mai 2014.

La mise en œuvre initiale du système *Un monde plus juste* a été terminée au début de janvier. Le système a été élaboré pour appuyer le projet *Un monde plus juste*, qui vise à créer des liens plus étroits entre le SCFP et ses 627 000 membres. Il est présentement utilisé en Ontario, en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. Les prochaines régions sur le calendrier de mise en œuvre sont l'Atlantique et les Maritimes.

La demande de proposition (DP) pour le Système de gestion des documents électroniques (SGDE) a été lancée au début de février et le travail devrait commencer au début de mars. L'un des plus importants projets au SCFP cette année, le système mettra en place une

méthode uniforme de gestion et de stockage des documents dans toutes les régions du pays.

Le développement du Système d'information sur les sections locales II (SISL II) se poursuit. Ce système gère l'information sur les sections locales, leurs exécutifs et leurs membres. Avec les nouvelles ressources qui ont été ajoutées au projet, les échéances ont considérablement diminué et la date d'achèvement est maintenant prévue pour l'actuelle année civile.

Le projet d'expansion du réseau étendu (WAN) et d'amélioration de la sécurité a démarré et il devrait être terminé à la fin de mars 2014. Il permettra d'améliorer la sécurité de la TI sur les réseaux étendus du SCFP et les connexions Internet de tous les bureaux du SCFP qui comptent cinq utilisateurs ou plus.

Le projet de mise à niveau des serveurs et des logiciels est en cours et il devrait s'achever à la fin d'avril 2014. Il mettra à jour le matériel et les logiciels Windows des 11 plus grands bureaux du pays. Le SCFP pourra ainsi assurer la mise en œuvre complète de sa politique sur les mots de passe.

La préparation au travail prévu pour cette année continue, notamment en ce qui a trait aux mises à niveau du système de comptabilité financière et du Système d'information sur les conventions collectives (SICC).

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Les travaux de revêtement extérieur du bureau régional de l'Ontario à Markham sont presque terminés. Il ne restera qu'un peu de travail saisonnier mineur à réaliser au printemps. La démolition effectuée pendant le remplacement de l'enveloppe de l'édifice a permis de déterminer que les puits de lumière en sont à la fin de leur vie utile. Même s'il n'était pas prévu, à l'origine, de remplacer les puits de lumière, on a fortement recommandé au SCFP de le faire. Ces travaux seront exécutés au cours d'une autre année et, entre-temps, les puits de lumière seront vérifiés pour déceler les infiltrations.

Les rénovations intérieures et la réallocation du personnel au bureau national en sont aux étapes finales et sont conformes au budget. Il reste quelques légers ajustements et lacunes à régler, ce qui devrait être fait d'ici la mi-mars.

Baux

Les discussions continuent à Red Deer pour que notre bureau puisse devenir locataire d'un nouvel édifice acheté par la section locale 417. Les locaux proposés répondront au besoin croissant de lieux de réunion pour les membres du SCFP de la région de Red Deer. L'emplacement du nouvel espace, situé entre Edmonton et Calgary, est idéal.

Le bail du bureau de Victoria a été renouvelé pour cinq ans, à compter du 1^{er} février 2014.

Le bail du bureau de Fort McMurray a aussi été renouvelé pour cinq ans, à compter du 1^{er} août 2014. Les conditions actuelles du marché à Fort McMurray exigent une hausse de 60 % de nos loyers.

Nous explorons les possibilités de déménagement du bureau régional de la C.-B., à Burnaby. Même si le bail n'arrive à échéance qu'en 2018, nous pensons que le déménagement d'un bureau de cette taille est un projet considérable qui exigera une planification méticuleuse. Les locaux actuels sont trop exigus pour nous et si nous trouvons un autre endroit avec des paramètres financiers acceptables, nous pourrions envisager un déménagement précoce. Une évaluation des besoins est en cours afin de déterminer le nombre nécessaire de pieds carrés pour loger le personnel actuel et prévoir suffisamment d'espace pour une croissance future. Nous avons retenu les services d'un courtier immobilier qui étudiera le marché pour y trouver des possibilités, une fois l'évaluation des besoins terminée.

Nous explorons des possibilités de renouvellement de bail ou de déménagement pour les bureaux de Timmins en Ontario, de Prince Albert en Saskatchewan et de Grande Prairie en Alberta.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

Notre congrès national de 2013 s'est mérité le prix « Événement d'affaires de l'année » du Centre des congrès de Québec et de la Chambre de commerce de Québec. Une preuve de plus de l'importance de la contribution des travailleurs à l'économie, la remise du prix lors d'un gala ce mois-ci soulignait que la plupart des hôtels de la ville avaient été remplis pour la semaine – 7 500 nuitées à l'hôtel. L'impact économique total de notre congrès pour Québec a été évalué à 5,2 millions de dollars. Merci à tous ceux et celles qui ont contribué au succès de notre congrès pour les délégués, notre syndicat et Québec.

Et il y a d'autres bonnes nouvelles sur le congrès. Nous avons reçu un rapport intérimaire de CarbonZero sur les émissions de gaz à effet de serre et autres questions environnementales du congrès national du SCFP de 2013. Bien que CarbonZero soit toujours en train de compiler les données sur les déplacements des délégués, invités et membres du personnel, les chiffres préliminaires montrent que les émissions liées aux déplacements ont diminué, passant de 1,406 de tonnes d'équivalent carbone en 2011 à 0,804 de tonnes d'équivalent carbone en 2013. En partie, cette réduction peut être attribuée à la plus grande proximité de Québec, par rapport à Vancouver par exemple, ce qui a permis à 59 des 354 membres du personnel du SCFP sur lesquels les données de déplacement sont disponibles de se rendre au congrès de 2013 en train. En 2011, aucun membre du personnel n'avait voyagé en train.

La collecte des données, qui portait sur les déplacements et la localisation en 2011, s'est élargie pour inclure des données sur le papier et les déchets en 2013. Nous avons pu recycler ou composter 2 750 kilogrammes de matériaux du congrès et 1 579 kilogrammes

ont été jetés. En somme, environ 64 % des matériaux recueillis dans le flux de déchets au centre des congrès ont été recyclés ou compostés. Nous recevrons un rapport final de CarbonZero lorsque toutes les données auront été recueillies.

Le SCFP a démarré la nouvelle année par les réunions de ses directions au Delta Ottawa Centre-Ville. La Direction des services nationaux a tenu une rencontre conjointe et six réunions individuelles de services. Des conseillers en éducation de tout le Canada et du bureau national se sont aussi réunis à Ottawa pour discuter des enjeux d'intérêt pour la Direction du développement syndical.

La rencontre de tous les comités de 2014 aura lieu du 1^{er} au 4 avril, au Centre des congrès d'Ottawa. Chaque comité se réunira individuellement pour discuter d'enjeux qui lui sont propres, puis les comités se regrouperont en plénière pour aborder des sujets communs.

La planification de la toute première réunion du Conseil national des secteurs se poursuit. La conférence aura lieu du 6 au 9 octobre, au Centre Sheraton de Toronto.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

L'automne dernier, des douzaines de membres-animateurs et de membres du personnel de tout le pays ont reçu une formation de la DDS pour pouvoir offrir la première série de sessions destinées aux leaders et communicateurs locaux. Beaucoup de sections locales accueillent avec enthousiasme cette nouvelle approche, qui les aidera à créer des contacts permanents avec leurs membres. Le matériel pédagogique et les programmes de formation doivent continuellement être mis à jour pour être efficaces.

Notre collaboration se poursuit avec le Service d'éducation syndicale du Congrès du travail du Canada pour les formations « Ensemble pour un monde plus juste » offertes à tous les affiliés.

Vingt-cinq membres du personnel de toutes les régions se réuniront à nouveau en avril pour entreprendre la prochaine étape de leur formation de spécialistes en régimes de retraite. Dans le contexte actuel, il est essentiel qu'un plus grand nombre de membres du personnel puissent reconnaître les signes de danger et fournir des réponses. Les autres membres du personnel et membres de la base des régions pourront compter sur eux pour obtenir conseils et formation.

La planification de la nouvelle formation en négociations est terminée. Elle repose sur l'idée voulant que les négociations soient un processus continu, qui commence dès la signature de la convention collective. Un groupe témoin de 35 membres du personnel de tout le pays se réunira en mars pour aider les concepteurs du cours à élaborer le contenu. Un autre projet pilote aura lieu en avril à l'école Dave Saunders. Toute la nouvelle série devrait être lancée au début de 2015.

Le programme intensif de formation du Collège syndical a été interrompu pour 2014, parce que ses dates ne concordaient pas avec celles de l'assemblée du CTC. Il semble aussi que son modèle actuel ne soit pas financièrement viable. Le conseil d'administration a demandé au comité consultatif d'examiner la situation et de faire des recommandations sur l'avenir du Collège syndical. Les premières discussions indiquent que peu d'affiliés reconnaissent l'apport du programme intensif dans le développement du leadership. Le comité élargira la conversation pour y inclure des aspects négligés de la conception et de la présentation du modèle actuel. Le comité a convenu qu'il n'est pas utile de concevoir un autre programme avant de connaître les besoins et l'intérêt des affiliés.

Le cycle annuel de formation du personnel est en cours de planification et les dates, lieux et sujets restent à déterminer. Les régimes de retraite, les négociations, la santé mentale et l'éventail habituel des questions juridiques font partie des nombreux choix offerts.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Depuis le 1^{er} janvier 2014, je suis président du Conseil de fiducie mixte et le confrère Brian Edgecombe en est le vice-président.

Aussi depuis le 1^{er} janvier 2014, le confrère Mark Hancock, président de la division de la C.-B., remplace le confrère Barry O'Neill comme fiduciaire du SCFP. Le confrère Tom Graham a quitté son poste de fiduciaire suppléant du SCFP.

Comme je l'ai souligné dans mon rapport précédent, l'évaluation au 1^{er} janvier 2014 doit être déposée cette année. Les fiduciaires, comme administrateurs du régime, devront prendre d'importantes décisions quant aux méthodes et hypothèses à utiliser, ce qui pourraient avoir un impact significatif sur les résultats définitifs de l'évaluation. Des discussions auront lieu aux réunions d'avril, juin et septembre.

Je suis heureux d'annoncer que le taux de rendement brut de la caisse pour l'exercice 2013 est de 18,55 %. Bien que le ratio de solvabilité de la valeur de marché soit passé de 78,3% au 1^{er} janvier 2013 à un ratio estimé de 97,1 % au 1^{er} janvier 2014, nous demeurons en situation de déficit de solvabilité.

Le personnel de l'administration du régime de retraite se prépare en ce moment à la fin d'exercice de 2013, en plus de compiler les fichiers de données sur l'effectif exigés pour l'évaluation au 1^{er} janvier 2014.

Décès

Heureusement, il n'y a eu aucun décès pendant cette période.

Retraites

Le confrère Brian Ellis, bureau régional du Manitoba – 1^{er} avril 2014

La consœur Dorritta Fode, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} avril 2014

Le confrère René Fréchette, bureau régional du Québec – 1^{er} avril 2014

Le confrère Richard Balnis, bureau national – 1^{er} mai 2014

La consœur Shirley Mathieson, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mai 2014

Le confrère Pierre Thériault, bureau régional du Québec – 1^{er} mai 2014

La consœur Maureen Morrison, bureau régional du Manitoba – 1^{er} juin 2014
La consœur Susan Ruffo, bureau national – 1^{er} juillet 2014
La consœur Ann Robins, bureau régional du Manitoba – 1^{er} août 2014
La consœur Pat Daley, bureau national – 1^{er} octobre 2014

CONCLUSION

Qu'il s'agisse de communiquer avec ses membres au travail, de riposter contre des lois régressives ou de mobiliser des communautés pour défendre les services publics, notre syndicat bouillonne d'activité. J'ai hâte d'en entendre plus ce printemps à vos congrès de division.

Nous aurons aussi l'assemblée générale du Congrès du travail du Canada en mai, où nous collaborerons avec tous les affiliés à rebâtir et à redynamiser notre mouvement. Et nous avons rendez-vous aux urnes dans 19 mois à peine. On peut en quelque sorte parler d'un rendez-vous avec le destin, car c'est l'avenir de notre pays qui est en jeu. Nous devons énergiser le mouvement pour dire adieu aux objectifs anti-gouvernement, anti-citoyen et anti-environnement de Stephen Harper et redonner espoir à la nouvelle génération qui arrive dans nos milieux de travail.

Nous aurons l'occasion de faire bouger les choses dans de nombreuses régions du pays grâce aux élections municipales et scolaires qui se tiendront en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard. Des élections provinciales auront lieu en septembre au Nouveau-Brunswick et pourraient être déclenchées n'importe quand en Ontario et au Québec.

En planifiant judicieusement, nous aurons les ressources humaines et financières nécessaires pour faire ce qui doit être fait.

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:pmc/sec